

leurs moyens de les supprimer. Ceux qui acceptent les guerres, mondiales ou autres, comme inévitables et déclarent en conséquence qu'on ne peut rien y faire, sont sans imagination, prévoyance ni courage. Si cette attitude était généralisée, jamais nous ne pourrions vaincre les grandes épidémies, les grandes épreuves. Heureusement, l'esprit de l'homme le pousse continuellement en avant et nous avons fait de magnifiques découvertes médicales et autres.

L'une des grandes déceptions de l'histoire, c'est de voir que l'homme qui a fait d'immenses progrès dans les sciences, la technologie et la médecine, n'a pas beaucoup avancé en matière de rapports humains, de dynamique sociale, de réduction de la violence et de la guerre. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, en 1945, il y a eu 113 guerres dans le monde—surtout dans le Tiers-monde. Si les députés le désirent, je peux leur fournir un document à l'appui.

• (1730)

J'aimerais mentionner un document à ce sujet. J'ai entre les mains l'un des bulletins publiés par l'Institut de recherche pour la paix dans lequel on mentionne qu'au cours des 27 années qui se sont écoulées depuis 1945, il y a eu 113 conflits armés dans le monde. La moitié d'entre eux ont eu des proportions, une durée et une intensité importantes; il y en a eu un peu plus d'un tous les cinq mois, et chacun d'eux aurait pu provoquer un holocauste. Certains de ces conflits ont été assez considérables. Le tonnage de bombes larguées pendant la guerre de Corée a été supérieur à celui de toutes les bombes jetées par les Alliés dans la région du Pacifique pendant la Seconde Guerre mondiale, et au Vietnam, on a jeté plus de tonnes de bombes qu'on ne l'avait fait durant toutes les opérations de la Seconde Guerre mondiale. De plus, la guerre du Vietnam a duré beaucoup plus longtemps que la Première Guerre mondiale ou la seconde.

Il est intéressant de constater que la valeur des livraisons d'armes aux pays du Tiers-monde ces dernières années a augmenté deux fois plus vite que le produit national brut de ces pays. Bon nombre d'entre nous étions stupéfaits de voir les chiffres du budget de l'Inde et du Pakistan lors de la guerre qui a opposé ces pays récemment. Ces chiffres montraient que dans ces deux pays, on consacrait plus de la moitié du budget à la défense et à l'équipement militaire.

J'aimerais aussi mentionner une autre chose qui figure dans ce document. On fait remarquer que le monde est maintenant doté d'un traité de non-prolifération des armes nucléaires par lequel on s'efforce de limiter les armes nucléaires aux cinq grandes puissances. On signale, toutefois, que depuis 1945, on ne s'est servi, dans toutes les guerres que j'ai mentionnées, que d'armement classique. Malgré tout, la prolifération des armes classiques qui se sont étendues des quelques grandes puissances qui fabriquent la plupart d'entre elles aux nombreux petits pays où se produisent la plupart des guerres—s'est poursuivie sans restrictions, et presque sans qu'on la remarque.

Depuis la fin de la guerre, le nombre de pays indépendants dans le monde est passé de 55 à 140. Parmi eux, 13 seulement fabriquent une certaine quantité d'armes diverses et pourtant 95 p. 100 des conflits, depuis 1945, se sont produits dans les pays les plus pauvres. Si le commerce des armes n'avait pas existé, ou ces guerres ne se seraient pas produites, ou bien elles auraient eu lieu avec des

armes primitives et auraient donc été beaucoup moins destructives. En avançant ces arguments, je cherche à insister autant que possible sur le fait que si nous sommes honnêtes en déclarant que nous voulons diminuer les conflits mondiaux, nous devrions nous remuer un peu et faire quelque chose. Consacrons au moins une aussi grande partie de notre argent à la paix, que nous le faisons pour la guerre.

Ce que j'ai dit jusqu'ici concerne surtout la première partie de la motion présentée par le député, qui propose que nous établissions un centre mondial pour coordonner et réaliser des études relatives aux relations internationales et à la paix, et en particulier aux problèmes du maintien de la paix, du contrôle des armes et du désarmement, des droits de l'homme etc. En ce qui concerne la partie (b) de la motion, comme je l'ai dit auparavant, le gouvernement a déjà pris des mesures à cet égard en créant le Centre de recherches pour le développement international auquel le gouvernement a consacré cette année un budget de 8 millions de dollars. En outre, le budget gouvernemental de l'ACDI, l'Agence canadienne de développement international, est de 483 millions de dollars. Je pense que ces chiffres sont significatifs. Le gouvernement fait du bon travail sur le plan du développement international, et je crois que le développement international est en rapport étroit avec la diminution des tensions mondiales. Cependant, cela ne suffit pas.

En ce qui concerne la partie (c) de la motion qui porte sur les problèmes de l'environnement, je pense également que le gouvernement a fait d'énormes progrès. Il a créé un ministère de l'Environnement. Ce ministère possède une section de recherche, et dirige un grand nombre d'études. En outre, le gouvernement canadien joue un rôle prédominant à la conférence de Stockholm. Il est possible que cette conférence recommande qu'une institution à caractère permanent soit créée pour faire face aux problèmes mondiaux de l'environnement, et si c'est le cas, j'appuierais totalement cette proposition.

Je doute qu'on puisse critiquer le gouvernement sur le plan des articles b) et c) de la motion car il a fait des efforts considérables dans ces domaines. Quant à l'article a), les études sur la paix, si nous sommes sérieux et non pas hypocrites à ce sujet, nous devons, à mon avis, y consacrer beaucoup plus d'argent.

**M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais dire d'abord que j'appuie la motion présentée aujourd'hui par le député d'Egmont (M. MacDonald). Fondamentalement et essentiellement, elle nous demande d'appuyer l'établissement d'une université mondiale. Les Nations Unies étudient déjà la question. Comme l'a déclaré le député d'Egmont, jusqu'ici le Canada ne s'est pas prononcé sur le sujet, et cela me trouble. Si nous le faisons, et si nous l'appuyons en principe, cela ne veut pas dire forcément que nous fonderons soudainement une université au Canada et que nous devons ensuite préciser les détails de l'entreprise. Il s'agit surtout d'en appuyer le principe. Il semble que le Japon soit le seul pays industrialisé qui l'ait déjà fait. Bien d'autres pays en voie de développement ont exprimé leur intérêt.

A mon avis, une motion de ce genre devrait obtenir l'appui de tous les partis à la Chambre. Le député de Notre-Dame-de-Grâce (M. Allmand) lui a accordé le sien et j'espère que cette résolution ne sera pas étouffée, comme c'est le cas si souvent. Voilà pourquoi je n'ai pas l'intention de parler longuement et je ne présenterai que quelques arguments. Je demande instamment au gouver-